

DELIBERATION N°2026.03.03
SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 28 mars 2026

L'an Deux Mille Vingt-six, les vingt-huit mars, à 10h00, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Marie Laure REIX, Maire.

Présents :

Mme REIX, M BERNON, M ANDREO, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme EYSSERIC, Mme SIMON, Mme BENASSI PRONESTI, Mme MASELLI, M BRUN, Mme PIERI, M CHAVET, Mme RAMPON, M CHUZEVILLE, M DECEUR, Mme ANTE, M CARL, Mme DA COSTA SILVA, Mme MERCAN, M OTO, M COLOMBIER, Mme BOUZIANE, M ASNAR, Mme MARTIN, M CHETAIL, M JOLY, M ZEO

Excusés : M ROSIER,

Date de Convocation du Conseil Municipal : 24 mars 2026

Mme MASELLI a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

Nombre de Conseillers : 29 En Exercice : 29 Présents : 28 Votants : 28

DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Le Conseil Municipal a la possibilité de déléguer directement au Maire un certain nombre d'attributions limitativement énumérées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Madame le Maire donne lecture des délégations proposées.

L'exposé du maire entendu,

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

Le conseil municipal :

- DECIDE de confier au Maire les délégations suivantes :

1) arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2) fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal soit 1 000 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3) procéder, dans les limites des emprunts votés au budget primitif, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au « a » de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 100 000 € H.T. pour les honoraires et 100 000 € HT pour les marchés de travaux, 100 000€ HT pour les marchés de fournitures et 90 000€ HT pour les marchés de services, ainsi que toute décision concernant les avenants qui n'entraînent

COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER 01480

pas une augmentation du montant du contrat initial supérieur à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

6) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférents ;

7) créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8) prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9) accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges ;

10) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €

11) fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12) fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13) décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14) fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15) D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code.

16) intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans les cas définis par le Conseil Municipal, devant le Tribunal Administratif, le Tribunal de Grande Instance et en Correctionnel ;

17) régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000€ ;

18) donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19) signer la convention prévue par le 4^{ème} alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme, précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le 3^{ème} alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20) réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 000 000 €;

21) exercer ou déléguer au nom de la commune et dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, le Droit de Préemption Urbain défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme ;

COMMUNE DE JASSANS-RIOTTIER 01480

22) prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du code du patrimoine relative à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Commune.

23) autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

24) de demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution des subventions.

25) D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

Les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets. Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L.2122-18.

Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du Maire, par le conseil municipal.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

Ces décisions sont publiées et insérées dans le recueil des actes administratifs de la commune, publié tous les trimestres.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 28 mars 2026

Marie Laure REIX
Maire



